

Arrêté N° 2020-1006 du 12 AOUT 2020
portant mise en demeure

d'une installation classée pour la protection de l'environnement

SARL CHASSANG RECUPERATION

Installations de stockage et récupération de déchets métalliques,
ferrailles et véhicules hors d'usage et de déchets divers
sur la commune de **FRIDEDONT** au lieu-dit «Le Cartel»

Le Préfet du Cantal,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,



Vu le Code de l'Environnement;

Vu le décret n°2014-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements;

Vu la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) annexée à l'article R.511-9 du code de l'Environnement;

Vu l'arrêté du 06/06/18 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 2711 (déchets d'équipements électriques et électroniques), 2713 (métaux ou déchets de métaux non dangereux, alliage de métaux ou déchets d'alliage de métaux non dangereux), 2714 (déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois) ou 2716 (déchets non dangereux non inertes) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement;

Vu l'arrêté du 26/11/12 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2712-1 (installation d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules terrestres hors d'usage) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement;

Vu l'arrêté préfectoral n° 96.1304 du 6 août 1996 autorisant monsieur Paul CHASSANG à exploiter une installation de stockage et récupération de déchets métalliques, ferrailles et véhicules hors d'usage, au lieu-dit « Le Cartel », sur la commune de Fridefont;

Vu le récépissé préfectoral n° 2005.38 du 24 février 2005 donnant acte du changement d'exploitant au profit de la SARL CHASSANG RECUPERATION;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire n°2012-985 du 28 juin 2012 actant la réactualisation du classement de ce site vis-à-vis de la réglementation des installations classées;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire n°2018-858 du 29 juin 2018 portant agrément d'un exploitant d'une installation de stockage, de dépollution et de démontage de véhicules hors d'usage à la SARL CHASSANG RECUPERATION, au lieu-dit « Le Cartel », sur la commune de Fridefont;

Vu le rapport de l'Inspection des Installations Classées relatif à l'inspection du 31 janvier 2020;

Vu le projet d'arrêté préfectoral porté à la connaissance de l'exploitant par courrier de l'Unité interdépartementale Cantal/Allier/Puy-de-Dôme de la DREAL Auvergne-Rhône-Alpes, en date du 12 février 2020;

Vu la réponse formulée par l'exploitant, qui a pris attache auprès de l'Unité interdépartementale Cantal/Allier/Puy-de-Dôme de la DREAL Auvergne-Rhône-Alpes, et par laquelle il fait connaître qu'il ne remet pas en cause les constats;

CONSIDÉRANT que lors de l'inspection en date du 31 janvier 2020, l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté sept écarts majeurs vis-à-vis de la réglementation applicable sur ce site;

CONSIDÉRANT qu'il convient de protéger les intérêts visés à l'article L.511-1 du Code de l'Environnement;

CONSIDÉRANT que ces écarts constituent un manquement aux dispositions réglementaires;

CONSIDÉRANT que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du Code de l'Environnement en mettant en demeure la SARL CHASSANG RECUPERATION de respecter les prescriptions;

CONSIDÉRANT que lorsqu'un inspecteur de l'Environnement a constaté l'inobservation des conditions imposées à un exploitant d'une Installation Classée, le Préfet met en demeure ce dernier de satisfaire à ces conditions dans un délai déterminé;

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture du Cantal

A R R Ê T E

Article 1 – La SARL CHASSANG RECUPERATION (n° SIRET : 41 427 222 900 017) exploitant, au lieu-dit « Le Cartel » sur la commune de FRIDEFONT, un site de stockage et récupération de déchets métalliques est mise en demeure de régulariser sa situation administrative et celle relative aux conditions d'exploitations de son site.

Article 2 – Exploitation d'installations classées non autorisées au titre de la rubrique n°2710-1a :

La SARL CHASSANG RECUPERATION exploitant sur son site une installation de collecte de déchets dangereux apportés par leur producteur initial est mise en demeure de régulariser sa situation administrative soit :

- A) En limitant son activité sous le seuil du non-classement ;
- B) En déposant en Préfecture, en fonction du seuil de classement :
 - a) un porter-à-connaissance au titre de l'article L. 181-14 du Code de l'Environnement pour intégrer l'activité en régime déclaratif selon la rubrique n°2710-1b,
 - b) un dossier de demande d'autorisation au titre de la rubrique n°2710-1a.

Les Délais de mise en conformité :

Sous **trois semaines** à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant fera connaître laquelle des trois options il retient pour satisfaire à la mise en demeure.

Dans le cas où il opte pour la poursuite des activités :

- sous le régime déclaratif, l'exploitant doit déposer le porter-à-connaissance dans les **trois mois** à compter de la notification du présent arrêté,
- sous le régime de l'autorisation, l'exploitant doit déposer un dossier d'autorisation environnementale complet et régulier dans les **neuf mois** à compter de la notification du présent arrêté.

Dans le cas où il opte le maintien de l'activité dans les limites du non-classement, l'exploitant doit envoyer sous un mois à compter de la notification du présent arrêté, à Madame le Préfet, le descriptif des mesures prévues pour assurer la maîtrise de ce seuil maximal. Ces mesures devront être effectives dans les **trois mois** à compter de la notification du présent arrêté.

Les délais mentionnés ci-après courent à compter de la date de notification à l'exploitant du présent arrêté.

Article 3 – Exploitation d'installations classées non enregistrées au titre de la rubrique n°2714 :

La SARL CHASSANG RECUPERATION exploitant sur son site une installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles et bois pour des volumes dépassant les volumes autorisés dans l'arrêté préfectoral complémentaire n°2012-985 du 28 juin 2012 est mise en demeure de régulariser sa situation administrative soit :

- A) En limitant son activité sous les seuils autorisés dans l'arrêté préfectoral complémentaire n°2012-985 du 28 juin 2012;
- B) En déposant en Préfecture, un dossier de demande d'enregistrement au titre de la rubrique n°2714.

Les Délais de mise en conformité :

Sous **trois semaines** à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant fera connaître laquelle des deux options il retient pour satisfaire à la mise en demeure.

Dans le cas où il opte pour l'augmentation des volumes de son activité, l'exploitant doit déposer un dossier d'enregistrement complet et régulier dans les **cinq mois** à compter de la notification du présent arrêté. Dans l'hypothèse où l'exploitant aurait décidé de déposer un dossier d'autorisation environnementale dans les conditions prévues à l'article précédent, la demande d'enregistrement sera intégrée à ce dossier, le délai de mise en conformité est porté à neuf mois.

Dans le cas où il opte le maintien de l'activité dans les limites prévues dans l'arrêté préfectoral complémentaire n°2012-985 du 28 juin 2012, l'exploitant doit envoyer sous **un mois** à compter de la notification du présent arrêté, à Madame le Préfet, le descriptif des mesures prévues pour assurer la maîtrise de ce seuil maximal. Ces mesures devront être effectives dans les **trois mois** à compter de la notification du présent arrêté.

Les délais mentionnés ci-après courent à compter de la date de notification à l'exploitant du présent arrêté.

Article 4 – Conditions d'exploitation du site :

L'exploitant doit respecter les prescriptions définies ci-dessous dans les délais respectivement mentionnés.

- Article 4 – alinéa 1 : Sous deux mois, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées tout document permettant de justifier que la capacité de rétention associée à la cuve collectant les fluides issus de la dépollution des véhicules hors d'usage correspond aux exigences réglementaires. Dans l'hypothèse où la rétention n'est pas conforme à la réglementation, l'exploitant doit mettre en place une rétention correctement dimensionnée sous 4 mois.
- Article 4 – alinéa 2 : Sous deux mois, l'exploitant doit faire réaliser une mesure des concentrations des valeurs de rejet visées à l'article 30 de l'arrêté du 26/11/12 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant que régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n°2712-1. Dès réception du rapport d'analyse, une transmission sera réalisée auprès de l'Inspection des installations classées.
- Article 4 – alinéa 3 : Sous deux mois, l'exploitant doit mettre en place un registre des déchets entrants et des déchets sortants conforme à l'article 2 de l'arrêté n°2012-985 du 28 juin 2012.
- Article 4 – alinéa 4 : Sous deux mois, l'exploitant doit mettre en place un système de détection incendie sur l'ensemble de son site.
- Article 4 – alinéa 5 : Sous trois mois, l'exploitant doit s'assurer que les ressources en eau sont suffisantes pour lutter contre un incendie, en prenant notamment en compte les effets domino et la création du bâtiment associé à la rubrique n°2714 pour dimensionner ses besoins en eaux d'extinction.

Dans l'hypothèse où les ressources en eau du réseau communal ne sont pas suffisantes, il doit mettre en place une réserve incendie interne à son site sous 6 mois. Avant la mise en place de cette réserve incendie interne l'exploitant prendra attache avec les services du SDIS du Cantal et se conformera à leur avis.

Les délais mentionnés ci-après courent à compter de la date de notification à l'exploitant du présent arrêté.

Article 5 – Dans le cas où l'une des obligations prévues aux articles 2, 3 et aux alinéas 1 à 5 de l'article 4 du présent arrêté ne serait pas satisfaite dans les délais prévus aux mêmes articles, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant, conformément à l'article L.171-7 du Code de l'Environnement, les sanctions prévues par les dispositions du II de l'article L. 171-8 du même code ainsi que la fermeture ou la suppression des installations ou la cessation définitive des travaux.

Article 6 – Conformément à l'article L.171-11 du Code de l'Environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Clermont-Ferrand, dans le délai de deux mois à compter de sa notification.

La juridiction administrative peut aussi être saisie aussi par l'application *Télérecours citoyens* accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Article 7 – Le présent arrêté est notifié à la société SARL CHASSANG RECUPERATION et publié au recueil des actes administratifs du département. Une copie en est adressée à :

- Monsieur le Maire de FRIDEFONT,
- Monsieur le Chef de l'Unité interdépartementale Cantal-Allier-Puy-de-Dôme délégué pour le département du Cantal de la DREAL Auvergne-Rhône-Alpes,
- Monsieur le Commandant du Groupement de Gendarmerie du Cantal, chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Aurillac, le **12 AOUT 2020**

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,


Charbel ABOUD